

Déradicalisation : bas les masques, la très contestée Dounia Bouzar jette l'éponge

écrit par Christine Tasin | 14 février 2016



Où l'on apprend que la donzelle ne travaille avec l'Etat que lorsque le gouvernement défend islam et musulmans.

Où l'on apprend que la donzelle et son organisation nous auront déjà coûté 595000 euros en 2015.

Où l'on apprend que la donzelle, malgré cette somme folle, n'est pas capable de donner des chiffres et des preuves des déradicalisations qu'elle aurait réussies.

Où l'on apprend que la donzelle, malgré cette somme folle, utilise l'association pour vendre ses livres et employer ses filles.

Où l'on apprend que la donzelle, malgré cette somme folle, ne suivait même pas les jeunes signalés...

Le plus drôle ? C'est que c'est elle qui rompt le contrat. Hollande était prêt à payer tous les ans la même sommes pour les mêmes non effets.

Déradicalisation : Dounia Bouzar rompt soudainement son contrat avec l'Etat

Missionnée en avril 2015 pour jeter les bases d'une politique de déradicalisation à la française, Dounia Bouzar invoque le débat sur le projet de révision constitutionnelle pour abandonner sa charge subventionnée par l'Etat.

Le Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI) aura fait long feu. Créé en avril 2014 autour de la personnalité de Dounia Bouzar, l'association a annoncé jeudi qu'elle renonçait à renouveler le contrat public qui la liait avec l'Etat. En cause: le «contexte politique défavorable» créé par le [projet de loi sur la déchéance de nationalité](#). Les débats ont créé «un contexte politique défavorable à l'entreprise pédagogique et scientifique pour prévenir la radicalisation», affirme le CPDSI. La structure renonce donc à «l'octroi d'un nouveau budget annuel de 595.300 euros pour une deuxième année» de mandat à compter d'avril.

Le ministère de l'Intérieur avait missionné l'association en avril 2015 pour appuyer les cellules antiradicalité des préfectures. Le contrat devait être renouvelé tacitement en avril 2016. Mais le CPDSI rompt désormais les liens avec l'Etat. L'association dénonce un virage pris entre avril dernier, où l'Etat avait «décidé de construire sa politique de prévention à partir des remontées des familles concernées en France», et aujourd'hui où l'action politique est une affaire d'«idéologie» ou de «calculs politiques électoralistes». «Faire croire aux Français que la déchéance de nationalité sera un symbole pour lutter contre Daech est une réponse déconnectée de la réalité. Cette posture va plonger la France dans un retard en matière de prévention contre le processus de radicalisation de nos jeunes», estime le CPDSI.

Des résultats difficiles à évaluer

«Va-t-on recommencer à relier l'origine ethnique des individus au processus de radicalisation?», s'interroge la structure, rappelant que «c'est pour lutter contre l'amalgame entre musulmans et radicaux» que le Centre avait conçu des indicateurs de radicalisation reposant sur «des comportements de rupture et non pas sur la pratique ou l'apparence religieuse». L'organisation de Dounia Bouzar affirme qu'elle continuera «ses recherches avec les familles au sein des réalités de terrain» et construire une école de déradicalisation».

Depuis son lancement fin avril 2014, [le numéro vert d'assistance aux familles a reçu plus de 4300 «signalements pertinents»](#) de jeunes dont le comportement inquiète. Quelque 1500 jeunes sont «suivis en prévention» et 600 familles accompagnées par des

structures associatives, selon des données publiées début janvier.

La compétence de Dounia Bouzar, anthropologue spécialiste du sujet, n'a jamais été remise en cause. Mais on lui reproche des résultats difficiles à évaluer... **Et un mélange des genres: sur le site de l'association subventionnée par l'Etat, on trouve un lien pour acheter ses derniers ouvrages. La structure semble également être une affaire de famille, puisque les deux filles de l'anthropologue apparaissent dans l'organigramme.** Des reproches auxquels Dounia Bouzar répond sur Rue 89: «Les gens sont à l'ouest. Qui peut croire que l'on devient milliardaire avec des livres sociologiques? C'est facile de critiquer quand on ne fait rien. Je trouve cela indécent.»

Polémique sur des interview arrangées

Pour les médias, le CPDSI est pourvoyeur de nombreux témoignages de familles ou de jeunes endoctrinés par des islamistes. Mais une polémique a éclaté lorsqu'une même jeune fille interrogée par trois médias différents a livré des témoignages qui ne concordaient pas entre eux. Interrogée par Closer, cette jeune fille disait avoir 20 ans et s'être «radicalisée» après avoir «vu beaucoup de photos d'enfants palestiniens et syriens en train d'agoniser et de mourir». Elle se serait mariée avec «Fabrice», un musulman converti, au cours d'une cérémonie chez lui. Mais dans Le JDD et sur TF1, la même jeune fille avait cette fois-ci 19 ans, et s'était fait embrigader en voulant partir au Mali pour faire de l'humanitaire, [lit-on sur Rue 89](#). Elle s'est mariée avec un homme de 29 ans, mais sans «aller à son propre mariage». Plus étonnant: le véritable rôle de l'association de Dounia Bouzar dans son processus de déradicalisation diffère selon les interview: Dans l'article de Closer, le CPDSI est cité à quatre reprises comme l'ayant aidé à couper avec l'islamisme radical. Pourtant, dans les interview du JDD et de TF1, il n'est pas cité une seule fois. Contacté par Rue 89, le père de la jeune fille parle de «récupération» des propos de sa fille dans l'article de Closer, **et précise que celle-ci n'a été reçue qu'une seule fois dans la structure de Dounia Bouzar.** La jeune fille avait donc décidé de faire les interview suivantes sans elle.